

<b>Réf. 9</b>		
<b>Nom du Projet :</b> Formulation du Programme d'appui aux Collectivités territoriales et à la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural dans la région de Dosso, Niger		<b>Pays :</b>  République du Niger
<b>Lieu :</b>  République du Niger, Région de Dosso		<b>Personnel spécialisé fourni par votre société (profils) :</b> ⇒ Expert Institution et Finances publiques
<b>Nom du Client :</b>  République du Niger / Lux - Development		<b>Nombre d'employés ayant participé au projet :</b> 2
<b>Adresse :</b>		<b>Nombre de mois de travail ; durée du Projet :</b> 3 hommes / mois
<b>Date de démarrage (mois/année) :</b> 05/2009	<b>Date d'achèvement (mois/année) :</b> 09/2009	<b>Valeur approximative des services fournis par Duradeve Consulting :</b> 14 879 945 F CFA F CFA – 22 684 €  Valeur approximative des services fournis par le Consortium : 94 702 908 F CFA – 143 916 €
<b>Nom des consultants associés/partenaires éventuels :</b> NIRAS A/S		<b>Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les consultants associés :</b> 8 hommes / mois
<b>Nom et fonctions des responsables:</b> Jean-François LEMIRE, Directeur de projets - NIRAS		
<b>Descriptif du projet :</b>		
<p>La mission a pour objet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ d'étudier la faisabilité d'un futur programme d'appui à la mise en œuvre de la SDR dans la région de Dosso tel qu'esquissé dans la note d'orientation ;</li> <li>▪ de faire des propositions concrètes quant au passage progressif de l'approche « projet » à l'approche « programme » et à l'adoption des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ;</li> <li>▪ de faire des propositions concrètes quant à l'utilisation d'un mécanisme conjoint de financement au niveau de la région de Dosso, notamment pour les subventions aux investissements communaux et pour le soutien aux initiatives productrices des organisations paysannes, chambre d'agriculture et des privés ;</li> <li>▪ de proposer sur ces bases une logique d'intervention pour un futur programme d'appui en prenant en compte notamment les objectifs, résultats attendus, indicateurs et hypothèses des différents programmes de la SDR visés par ce programme d'appui ;</li> <li>▪ de préparer, en consultation étroite avec les différents acteurs, un premier draft pour le document de programme.</li> </ul> <p>Dans la région de Dosso, les appuis s'étendront désormais à toute la région administrative. Le budget indiqué dans le mandat est de 11,5 millions EUR (environ 7,54 milliards de FCFA) pour une durée de cinq ans.</p> <p>Ce programme aura pour objectif global, aligné sur l'objectif de la Stratégie de Développement Rural et du Programme Indicatif de Coopération, à savoir : « Contribuer à la réduction de l'incidence de la pauvreté rurale de 66% en 2003 à 52% en 2015 en créant, dans la région de Dosso, les conditions d'un développement économique et social durable garantissant la sécurité alimentaire des populations et une gestion durable des ressources naturelles».</p> <p>Son objectif spécifique sera de « Contribuer à créer les conditions favorables à un accroissement durable des productions et des revenus des ruraux dans la région de Dosso».</p> <p>Ses principaux résultats pré-identifiés, pour contribuer à atteindre l'objectif spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les conditions nécessaires à la régionalisation du Plan d'action de la SDR sont réunies ;</li> </ul>		

- Les instances professionnelles agricoles sont renforcées ;
- Les systèmes de production et les filières porteuses sont améliorés durablement.

**Description des services effectivement rendus par votre personnel :**

Expertise en charge le montage institutionnel et financier du programme, de ses procédures administratives et organisationnelles :

- insertion des interventions dans le cadre de l'approche programme ;
- insertion de l'appui dans le cadre de la Stratégie de Développement Rural ;
- analyse des risques et avantages de l'application des règles nationales (passation de marchés, financement, suivi-évaluation) ;
- analyse de l'insertion des appuis techniques au sein des structures nationales ;
- mise en place de procédures garantissant une transparence maximale et une responsabilisation des Administrations nationales ;
- insertion des financements dans le système des finances publiques nationales.